



SERVICE DU PERSONNEL

(S P 1)

1816--1972

↻ ↻

↻

0101620001--0101620116

INTRODUCTION

Le fonds coté 0101620001-0101620116 est le fruit du classement de 10 versements effectués par le Service du Personnel (SP1) durant la période 1958-1974.

SP1, qui dépendait du Service du Personnel lui-même rattaché aux Services Généraux d'Assistance, avait en charge la gestion du personnel et son évolution de carrière [recrutement, nomination, promotion], l'organisation de concours ainsi que la préparation et le suivi du budget annuel.

Des dossiers concernant des missions spécifiques confiées à la Caisse des dépôts [Dépôts, Consignations, Caisse de retraites, Caisse d'assurance décès, Caisse de la dotation de l'Armée, Fonds de secours, Financement de l'emprunt du Mexique, Domaine extraordinaire, Prêts divers, Mouvement de fonds] ont été rajoutés lors des versements.

Les dossiers ont fait l'objet d'un tri et d'une analyse dont on trouvera le détail dans le sommaire ci-joint. Trouver une présentation homogène [thématique et chronologique] pour les chapitres Dépenses administratives et Gestion des personnels ne fut pas chose aisée en effet, plusieurs types de documents y figurent (listes, tableaux, registres, grands formats).

Lors du tri, seuls les documents à caractère historiques ont été conservés. La masse de documents pilonnés représente + 55 % du volume initial.

Ce fonds, qui couvre la période 1816-1972, sera conservé définitivement comme témoin de l'organisation du service du personnel, de la gestion administrative des employés de l'époque, du suivi du budget et de l'évolution des différentes missions qui furent confiées à la CDC.

Il est librement communicable, conformément au Code du patrimoine.

SOMMAIRE

1. DOCUMENTS SOCIAUX	p5
1.1 Caisse d'Amortissement et des Dépôts et Consignations	p5
1.2 Caisse des Dépôts et Consignations	p5
2. MISSIONS CONFIEES A LA CDC	p8
2.1 Dépôts	p8
2.1.1 Dépôts volontaires	p8
2.1.2 Indemnité de Saint Domingue et emprunt du Gouvernement d'Haïti	p9
2.1.3 Dépôts des fondations militaires	p9
2.2 Consignations	p9
2.3 Caisse de retraites	p10
2.3.1 Caisse d'Amortissement et des Dépôts et Consignations	p11
2.3.2 Diverses administrations	p11
2.4 Caisse d'assurance décès	p11
2.5 Caisse de la dotation de l'Armée	p12
2.6 Fonds de secours	p12
2.7 Financement de l'emprunt du Mexique	p12
2.8 Domaine extraordinaire	p12
2.9 Prêts divers (instruction)	p13
2. 10 Mouvements de fonds (instruction)	p13

3. PREVISIONS DES DEPENSES ADMINISTRATIVES	p14
4. BUDGET	p16
5. GESTION ADMINISTRATIVE DES PERSONNELS	p21
5.1 Dispositions prises dans la Fonction Publique	p21
5.2 Dispositions prises à la CDC	p21
5.3 Gestion des carrières	p23
6. CONCOURS	p30
6.1 Comité d'examen	p30
6.2 Organisation et résultats	p30
7. SOCIETE MUTUALISTE	p31
7.1 Société de secours mutuel : l'Espérance	p31
7.2 Société mutualiste de la CDC	p31

0101620001-5

1. DOCUMENTS SOCIAUX

1.1 Caisses d'Amortissement et des Dépôts et des Consignations

Conseil d'administration : procès-verbal [registre 1], 26 janvier 1847-27 février 1851.

Conseil d'administration : procès-verbal [registre 2], 24 mars 1851-21 novembre 1855.

1.2 Caisse des Dépôts et Consignations

Conseil d'administration : procès-verbal, 23 janvier 1930-28 décembre 1935.

Fixation des traitements au 1^{er} janvier 1873.

0101620006

Conseil d'administration (suite) : procès-verbal

1847 : 26, 28 janvier, 1^{er}, 6, 25-26 février, 3, 29 mars, 14, 24 avril, 21, 24 mai, 11, 14 juin, 4, 13, 26, 30 juillet, 11-12, 15, 18 novembre, 7, 12 décembre.

1848 : 10 janvier, 4 février, 3, 10, 29 avril, 10 mai, 3 juillet, 13, 19 octobre, 11, 15 novembre, 11, 28 décembre.

1849 : 8-9, 11-12 janvier, 7, 14, 22 février, 2, 28 mars, 18 avril, 4 mai, 19, 21 juin, 2 juillet, 23, 28, 31 août, 18, 31 octobre, 15 novembre, 5, 7 décembre.

0101620007

Conseil d'administration (suite) : procès-verbal

1850 : 13, 27-28 février, 3 avril, 24-25 juin, 24 juillet, 16 août, 7, 14, 21, 23-24, 27 novembre, 3, 6, 28 décembre.

1851 : 15-17 janvier, 8, 27 février, 26, 29 mars, 3, 17, 26 avril, 28, 30 mai, 5, 29 août, 26 novembre, 9 décembre.

1852 : 12 février, 19 mars, 17 avril, 16, 18 juin, 20, 22-23, 29 juillet, 2 août, 6, 29 septembre, 25 octobre, 23, 29-30 novembre.

1853 : 8, 18, 25 janvier, 1^{er} avril, 10, 30 mai, 19 juillet, 1^{er} octobre, 2 novembre, 1^{er}, 3 décembre.

1854 : 21, 27 février, 3 mars, 5, 18 avril, 10 juillet, 15 septembre, 16, 20 novembre, 16, 22 décembre.

1855 : 3 mars, 11,21 avril, 9 juillet, 18 septembre, 12, 16, 31 octobre, 21, 26 novembre.

1856 : 1^{er} juillet, 14 août, 8 septembre, 31 octobre, 11, 15 novembre, 17 décembre.

0101620008

Conseil d'administration (suite) : procès-verbal

1857 : 10, 22 janvier, 21 février, 25 mars, 28 mai, 11, 27 juin, 14 juillet, 6 octobre, 17, 21 novembre.

1858 : 1^{er}, 29 juillet, 3 août, 7 octobre, 29 novembre, 22 décembre.

1859 : 11 janvier, 26 avril, 28, 30 juin, 12 juillet, 4, 11 août, 1^{er} octobre, 21, 28, 30 novembre.

1860 : 3 février, 7 avril, 26 juin, 30 août, 12, 25 septembre, 6 octobre, 10, 20 novembre, 17 décembre.

0101620009

Conseil d'administration (suite) : procès-verbal

1861 : 19, 27 mars, 29 avril, 11, 13 mai, 1^{er}, 5 juillet, 22 octobre, 5, 26, 28-29 novembre, 18, 26 décembre.

1862 : [uniquement les minutes] 14, 19 mars, 9 mai, 2 juin, 1-2, 11, 22 juillet, 5 septembre, 13 octobre, 5, 7, 10, 21 novembre, 26 décembre.

1863 : 2 février, 5 mars, 29 avril, 23 mai, 22 juin, 29 juillet, 10 septembre, 1^{er}, 27 octobre, 2 novembre.

1864 : 29 février, 5, 30 mars, 27 juin, 1^{er}, 28-29 octobre, 5 novembre.

1865 : 27 avril, 24 juin, 12 août, 17 octobre, 9, 17 novembre.

1866 : 12 janvier, 6 février, 8, 21 juin, 13 août, 5, 12 novembre, 22 décembre.

0101620010

Conseil d'administration (suite) : procès-verbal

1867 : 28 janvier, 28 février, 9 mai, 28 juin, 9, 11, 15 novembre.

1868 : 5 février, 3 mars, 25 avril, 15-16 juin, 18-19 août, 1^{er} octobre, 8 décembre.

1869 : 22 janvier, 23 février, 10 mars, 26 avril, 28 mai, 16, 26 juin, 10 août, 17 septembre, 13, 22 novembre, 6 décembre.

1870 : 22 février, 23 mai, 9 juillet, 30 août, 16 septembre, 11 octobre.

1871 : 9 mars, 18, 20 avril, 1^{er}, 29 juin, 7, 31 août, 30 septembre.

1872 : 22 janvier, 16 février, 6 avril, 29 juillet, 14 août, 30 octobre, 6 novembre, 26 décembre.

1873 : 27 janvier, 7 mars, 8 avril, 30 juin, 1^{er} octobre, 15 décembre.

1874 : 12-13 janvier, 1^{er} mai, 26 juin.

1875 : 11 janvier, 5 mai, 29-30 juillet, 25 octobre, 9 novembre, 22, 29 décembre.

1876 : 29 juin, 8, 14, 16 décembre.

1877 : 19 décembre.

1878 : 17 juillet, 23 août, 28 novembre.

1879 : 21 juillet, 27 décembre.

1880 : 13 avril, 2, 12 juin, 25 septembre, 29 novembre, 14 décembre.

0101620011

Conseil d'administration (suite) : procès-verbal

1881 : 2, 16 juillet, 29-30 décembre.

1883 : 11 juillet, 27 décembre.

1884 : 15 janvier, 29 février, 7 mars, 12 juillet, 7 octobre, 27 novembre, 29 décembre.

1885 : 13 juillet, 27 octobre, 26 décembre.

1886 : 8 février, 15 mars, 3 avril, 29 mai, 12 juillet, 25 octobre, 29 décembre.

1887 : 28 mars, 19 avril, 12, 23 juillet, 20, 27 décembre.

1888 : 5 mai, 4 juillet, 17 août, 4, 26 décembre.

1889 : 7 février, 3 avril, 24 juillet, 18, 30 octobre, 19 novembre, 6, 28 décembre.

1890 : 7 février, 10, 30 juin, 18 août, 17 octobre, 29 décembre.

1891 : 4 février, 4 mars, 29 avril, 26 juin, 25 juillet, 9 octobre, 5 novembre, 26, 29 décembre.

1892 : 13, 30 janvier, 22 février, 7, 26 mars, 14 mai, 25 juin, 30 juillet, 5 septembre, 7 octobre.

1893 : 28 février, 23 mai, 26 juin, 3 juillet, 30 août, 6, 27 octobre.

1894 : 16 février, 15, 22 mars, 28 avril, 15 mai.

0101620012

Conseil d'administration (suite) : procès-verbal

1901 : 26 juin, 27 décembre.

1917 : 22 novembre.

1926 : 14, 26 janvier, 26 février, 30 mars, 10 avril, 26 mai, 3, 29 juin, 13, 19 juillet, 9 octobre, 13 novembre.

1927 : 4, 7, 16 janvier, 25 février, 16 mars, 19, 27 mai, 12, 22 juillet, 28 novembre, 29 décembre.

1928 : 14, 23 février, 22 mars, 23 avril, 23 juin, 5, 11, 24 juillet, 15 octobre, 29 décembre.

1929 : 17, 26 janvier, 18 mars, 12 juin, 10 juillet, 26 octobre, 30 décembre.

1930 : 23 janvier, 24 mars, 10 avril, 28 novembre, 31 décembre.

1931 : 21 janvier, 24 mars, 30 avril, 8 juillet, 31 décembre.

1932 : 13 février, 18 mars, 20 mai, 1^{er} juillet, 9 novembre, 30 décembre.

1933 : 11 janvier, 24 mars, 11 avril, 29 juin, 18 octobre, 28 décembre.

0101620013

2. MISSIONS CONFIEES A LA CDC

2.1 Dépôts

2.1.1 Dépôts volontaires

Le Conseil spécial des prisons du département de la Seine décide « Quand un détenu, mis en liberté, résidera dans un autre département, le montant des mandats qu'il recevait de la Caisse des prisons sera désormais acquitté par l'intermédiaire de la CDC », 14 décembre 1820.

Le Préfet de la Meurthe expose que la souscription ouverte pour la construction d'un monument à la mémoire de Stanislas, roi de Pologne, sera versée à la Caisse des Dépôts et Consignations, 9 juillet 1823.

0101620014

2.1.2 Indemnité de Saint-Domingue et emprunt du Gouvernement d'Haïti

Exécution de la loi du 30 avril 1826 relative à la répartition de l'indemnité affectée aux anciens colons : les ports de la partie française de Saint-Domingue seront réouverts au commerce de toutes les nations. Les habitants actuels verseront à la CDC 5 termes égaux de 150 millions de F chacun destinés à dédommager les anciens colons qui réclament une indemnité, 23 avril 1833.

Adjudication de 37 769 pièces d'or provenant de l'avoir fait par le Gouvernement d'Haïti, destiné au paiement de ses engagements en France, 22 avril 1844.

Séances de tirages des obligations de l'emprunt d'Haïti : procès-verbal du 8^{ème} tirage, juin 1863, 9^{ème} tirage, 1864.

0101620015

2.1.3 Dépôts des fondations militaires

Obligation est faite à la CDC d'ouvrir des comptes destinés à recevoir les fonds appartenant aux aliénés placés dans les asiles publics, 22 juillet 1889.

2.2 Consignations

Loi du 28 avril 1816 [extrait] précisant que les consignations seront reçues par la Caisse des Dépôts et Consignations, 13 septembre 1816.

Cautionnement versé à la CDC par les personnes à représenter en justice, 27 juillet 1816.

Versement à la CDC, par le Trésor Public, de la somme de 60 000F de cautionnement des administrateurs de la Tontine perpétuelle, 15 mai 1821.

0101620016

Le produit de vente d'effets délaissés à la Douane doit être versé à la CDC, 17 mai 1826.

Versement à la CDC du cautionnement en numéraire des préposés comptables des mairies de la ville de Paris, 25 septembre 1828.

0101620017

Abrogation de l'obligation imposée aux débits de tabac de fournir un cautionnement en numéraire: les cautionnements non réclamés seront versés à la CDC, 10 août 1839.

0101620018

Application de la loi du 23 juin 1841 [extrait] portant sur les ventes judiciaires de biens immobiliers : les sommes seront déposées à la CDC.

L'administration confiée à la Providence est garantie pour un cautionnement de 5000F de rente à 3% et est déposé à la CDC, 11 février 1846.

Règlement concernant les versements et les retraits de sommes provenant de faillites ou de liquidations, 11 octobre 1848.

0101620019

Décision ministérielle du 19 novembre 1875 portant sur les sommes allouées (tant en numéraire qu'en bons de liquidation) à titre de dédommagement aux victimes de la guerre qui n'auront pas été réclamées doivent être versées à la CDC, 22 avril 1876.

Application du décret du 7 juillet 1891 réglementant l'autorisation et le fonctionnement des courses de chevaux confirme qu'il sera prélevé 2% en faveur des œuvres locales de bienfaisance et que le montant de ce prélèvement sera versé à la CDC, 11 septembre 1891.

0101620020-21

2.3 Caisse de retraites

Application de la loi de 1850 portant sur la création d'une caisse de retraites pour la vieillesse en rentes viagères ; situation financière au 31 décembre 1853, 1855-1857, 1860-1863.

Application du décret de 1891 relatif à la majoration des pensions.

0101620022

Application du décret de 1891 relatif à la majoration des pensions de la Compagnie des canaux, 1816-1850.

0101620023

Application du décret de 1891 relatif à la majoration des pensions des retraites ouvrières et paysannes, 1910-1918.

0101620024

2.3.1 Caisse d'Amortissement et des Dépôts et Consignations

Situation financière, 1816-1860.

0101620025

Situation financière (suite), 1861-1919.

0101620026

2.3.2 Diverses administrations

Administration des fonds par les Caisses d'Amortissement et des Dépôts et Consignations, 1816-1850.

0101620027

Administration des fonds par les Caisses d'Amortissement et des Dépôts et Consignations (suite), 1852-1929.

0101620028

2.4 Caisse d'assurance décès

Application de la loi du 11 juillet 1868 portant création d'une Caisse d'assurance en cas de décès.

0101620029

Application de la loi du 13 juillet 1920 relative à la désignation des médecins chargés de procéder aux visites médicales des souscripteurs auprès de la Caisse d'assurance : arrêté du Directeur Général, 1921-1927.

0101620030

Application de la loi du 13 juillet 1920 (suite), 1928-1929.

0101620031

Application de la loi du 13 juillet 1920 (suite), 1930-1932.

0101620032

2.5 Caisse de la dotation de l'Armée

Création d'une dotation de l'Armée gérée par la Caisse des Dépôts et Consignations, loi du 26 janvier 1855.

Création d'une commission supérieure composée de 15 membres chargés de surveiller et de contrôler les opérations relatives à la dotation de l'Armée, décret du 28 avril 1855.

0101620033

Création d'une caisse des offrandes nationales en faveur des armées de terre et de mer, décret du 16 juin 1861.

Organisation et incorporation de personnel dans le service de la Trésorerie et des Postes aux Armées, arrêté du 13 novembre 1877.

0101620034

2.6 Fonds de secours

Les dons en argent reçus par le corps des sapeurs pompiers de Paris, seront désormais versés sur un compte « Fonds de secours » géré par la Caisse des Dépôts et Consignations, 4 octobre 1912.

0101620035

2.7 Financement de l'emprunt du Mexique

Création d'une commission des finances composée d'un commissaire du Gouvernement impérial mexicain, d'un commissaire français et d'un commissaire anglais, représentant les porteurs de titres de la dette extérieure mexicaine, 11 avril 1864.

Prélèvement de 10% sur le produit de l'emprunt (250 000 000F) qui seront déposés à la Caisse des Dépôts et Consignations. Le montant sera employé en rentes françaises (pour une durée de 50 ans) au taux de 3%, 25 avril 1865.

2.8 Domaine Extraordinaire

Gestion pour la Caisse d'Amortissement de la vente des canaux du Midi, d'Orléans et du Loing pour le compte du Domaine Extraordinaire, décret du 17 mai 1805.

Création de rentes annuelles en faveur des officiers et soldats français de l'armée napoléonienne, décret du 30 mars 1806.

Réglementation du ministre des Finances pour l'emploi des rentes, des bons du Trésor et des obligations par la Caisse d'amortissement pour la période 1^{er} juin 1816-14 octobre 1930, commission de surveillance (extraits), 1816-1930.

0101620036

Dispositions générales pour l'emploi des dons et legs faits en faveur des établissements ecclésiastiques et d'utilité publique, ordonnance royale du 2 janvier 1817.

2.9 Prêts divers (instruction)

Approbation du ministre des Finances relative au droit d'enregistrement à percevoir sur les actes de prêts faits sur nantissement d'effets publics, 1^{er} décembre 1832.

Approbation du Directeur Général sur le taux de 4% pour les prêts d'une durée de 4 ans ; sur le taux de 4,5% pour ceux d'une plus longue durée, 26 mai 1838.

0101620037

Approbation par la Commission de surveillance (extraits) de prêts octroyés aux départements et communes, 1851-1891.

0101620038

2.10 Mouvement de fonds (instruction)

Ordonnance royale qui charge la Caisse des dépôts de recevoir et d'administrer, sous la garantie du Trésor Public et de la Commission de surveillance, les fonds provenant des caisses des instituteurs communaux, 13 février 1838.

Arrêté du ministre des Finances relatif à l'indemnité allouée aux receveurs des Finances en raison des services dont ils sont chargés pour la Caisse des dépôts, 20 décembre 1839.

Instruction impériale aux receveurs généraux des Finances sur le mode de paiement des traitements de la Légion d'Honneur et de la Médaille militaire, 12 juin 1860.

0101620039

3. PREVISIONS DES DEPENSES ADMINISTRATIVES

Salaires du Directeur Général, du caissier, des chefs et employés : ordonnance royale [extrait], 22 mai 1816 [manuscrit CDC non signé].

Dépenses administratives des Caisses d'Amortissement et des Dépôts et Consignations pour les années 1817-1840 : ordonnance royale, 9 avril 1817 [copie de l'original du Ministère des Finances non signé].

0101620040

Dépenses administratives des Caisses d'Amortissement et des Dépôts et Consignations pour les années 1841-1858, 1859-1880.

0101620041

Prévisions des services pour 1948 et 1949 : effectifs par catégorie, 1947-1948.

0101620042

Fixation des traitements des employés, 1897-1898.

0101620043

Fixation des traitements des employés (suite), 1899-1900.

0101620044

Fixation des traitements des employés (suite), 1901-1902.

0101620045

Fixation des traitements des employés (suite), 1903-1904.

Prévisions des dépenses administratives (par année)

0101620046

1947 : Evolution des effectifs : situation par division, septembre-octobre 1946.

Evolution des activités des services, septembre-octobre 1946.

Heures supplémentaires : état récapitulatif, janvier-août 1946.

0101620047

Prévisions des dépenses administratives (suite)

1965 : Evolution des effectifs : rapport, 15 novembre 1964.

Evolution des activités des services : rapport, 27 novembre 1964.

0101620048

1966 : Evolution des effectifs : rapport, 27 août 1965.

Evolution des activités des services : rapport, 2 septembre 1965.

0101620049

1967 : Evolution des effectifs : rapport, septembre 1966.

Evolution des activités des services : rapport, 15 novembre 1966.

0101620050

1968 : Evolution des effectifs : rapport, octobre 1967.

Evolution des activités : rapport, 10 octobre 1967.

0101620051

1969 : Evolution des effectifs : rapport, 20 septembre 1968.

Evolution des activités : rapport, novembre 1968.

0101620052

Bilan des dépenses administratives

- Caisse des dépôts et consignations

Récapitulatif mensuel des dépenses : journal, 1920-1931.

- Caisse autonome de gestion des bons de la Défense nationale, d'exploitation industrielle des tabacs et d'amortissement de la Dette publique

Récapitulatif mensuel des dépenses : journal, 1926-1929.

- Au titre du budget de la Caisse des dépôts et consignations

Sommes à rembourser en fin d'exercice par la caisse autonome, traitement des personnels, 1926-1952.

0101620053

- Au titre du budget de la Caisse autonome

Etat des dépenses, indemnités et allocations diverses (charges de famille, résidence, primes de rendement); dépenses de matériel, 1926-1952; remboursement au Trésor (frais du service des bons de la Défense Nationale, remises aux comptables et commissions aux banques pour placement de bons de la Défense Nationale); remises; commissions; publicité, 1927-1952; dépenses diverses (frais de poursuite, télégrammes), 1936-1952.

- Au titre de la Caisse d'Alsace-Lorraine

Frais administratifs de traitements des personnels titulaire et auxiliaire, allocations diverses retraites, dépenses de matériel, bénéfiques à transporter au fonds de réserve : situation, 1926.

0101620054

4. BUDGET

1947 : Etat de développement des crédits inscrits au chapitre I

Etat A, dépenses administratives, 20 décembre 1946.

Etat C, tableau de comparaison des crédits accordés en 1946 avec les crédits demandés en 1947.

Etat B, relevé des annulations opérées à l'état des dépenses administratives des Caisses d'Amortissement et des Dépôts et Consignations de 1945, 30 mai 1946.

Crédit supplémentaire 1, approbation par la Commission de surveillance, 17 octobre 1947; approbation par M. SCHUMAN, Ministre des Finances, 20 octobre 1947.

Crédit supplémentaire 3, approbation par la Commission de surveillance du versement de primes exceptionnelles [travaux supplémentaires], 5 décembre 1947; approbation par le Ministre des Finances, 31 décembre 1947.

0101620055

1948 : Etat A, dépenses administratives, 13 décembre 1947.

Etat C, tableau de comparaison des crédits accordés en 1947 avec les crédits demandés en 1948. Budget approuvé par le ministre des Finances, 19 avril 1948.

Etat B, modifications apportées à l'état de prévisions des dépenses administratives, 19 mars 1948.

Dépenses de matériel, crédits supplémentaires, 11 août 1948.

1949 : Etat A, dépenses administratives, 17 décembre 1948.

Etat C, tableau de comparaison des crédits accordés en 1948 avec les crédits demandés en 1949. Budget approuvé par le ministre des Finances, 7 avril 1949.

Dépenses de matériel, crédits supplémentaires, 12 juillet 1949.

1950 : Etat A, dépenses administratives, 17 décembre 1949.

Etat C, tableau de comparaison des crédits accordés en 1949 avec les crédits demandés en 1950. Budget approuvé par le ministre des Finances, 4 février 1950.

Dépenses de matériel, crédits supplémentaires, 28 juillet 1950.

1951 : Etat A, dépenses administratives, décembre 1950.

Etat C, tableau de comparaison des crédits accordés en 1950 avec les crédits demandés en 1951. Budget approuvé par le ministre des Finances, 13 octobre 1951.

Crédits supplémentaires, taux horaires, 1^{er} mars 1951.

0101620056

1961 : Etat A : dépenses administratives pour l'année 1961, 9 décembre 1960.

Etat A (bis) : crédits supplémentaires pour 1961, 28 juillet 1961.

Etat C : tableau de comparaison des crédits accordés en 1960 avec les crédits demandés pour 1961.

Approbation, par la Commission de surveillance, de l'état des dépenses administratives pour 1961, 9 décembre 1960.

Approbation, par le Ministre des Finances, de l'état des dépenses administratives pour l'année 1961, 12 décembre 1960.

1962 : Etat A : dépenses administratives pour l'année 1962, 8 décembre 1961.

Etat A (bis) : crédits supplémentaires pour 1962, 25 mai 1962.

Etat C : tableau de comparaison des crédits accordés en 1961 avec les crédits demandés pour 1962.

Approbation, par la Commission de surveillance, de l'état des demandes administratives pour 1962, 8 décembre 1961.

Approbation, par le Ministre des Finances, de l'état des dépenses administratives pour l'année 1962.

1963 : Etat A : dépenses administratives pour l'année 1963, 14 décembre 1962.

Etat A (bis) : crédits supplémentaires pour 1963, 25 octobre 1963.

Etat C : tableau de comparaison des crédits accordés en 19632 avec les crédits demandés en 1963.

Approbation, par la Commission de surveillance, de l'état des dépenses administratives pour 1963, 14 décembre 1962.

Approbation, par le Ministre des Finances, de l'état des dépenses administratives pour 1963, 14 décembre 1962.

0101620057

1964 : Etat A : dépenses administratives pour l'année 1964, 13 décembre 1963.

Etat A (bis) : crédits supplémentaires pour 1964, 9 octobre 1964.

Etat C : tableau de comparaison des crédits accordés en 1963 avec les crédits demandés pour 1964.

Approbation, par la Commission de surveillance, de l'état des dépenses administratives pour 1964, 13 décembre 1963.

Approbation, par le Ministre des Finances, de l'état des dépenses administratives pour 1964, 17 décembre 1963.

1965 : Etat A : dépenses administratives pour l'année 1965, 20 novembre 1964.

Etat A (bis) : crédits supplémentaires pour 1965, 31 décembre 1965.

Etat C : tableau de comparaison des crédits accordés en 1964 avec les crédits demandés pour 1965.

Approbation, par la Commission de surveillance, de l'état des dépenses administratives pour 1965, 27 novembre 1964.

Approbation, par le Ministre des Finances, de l'état des dépenses administratives pour 1965, 27 novembre 1964.

1966 : Etat A : dépenses administratives pour l'année 1966, 14 janvier 1966.

Etat A (bis) : crédits supplémentaires pour 1966, 14 janvier 1965.

Etat C : tableau de comparaison des crédits accordés en 1965 avec les crédits demandés pour 1966.

Approbation, par la Commission de surveillance, de l'état des dépenses administratives pour 1966, 14 janvier 1966.

Approbation, par le Ministre des Finances, de l'état des dépenses administratives pour 1966, 16 janvier 1966.

0101620058

1967 : Etat A : dépenses administratives pour l'année 1967.

Etat A (bis) : crédits supplémentaires pour 1967 (sd).

Etat C : tableau de comparaison des crédits accordés pour 1966 avec les crédits demandés en 1967.

Chapitre IV, matériel, dépenses ordinaires, 10 novembre 1966.

Dépenses de matériel, crédits supplémentaires, 10 novembre 1966.

Approbation, par la Commission de surveillance, de l'état des dépenses administratives pour 1967, 9 décembre 1966.

Approbation, par le Ministre des Finances, de l'état des dépenses administratives pour 1967, 31 mars 1967.

1968 : Etat A : dépenses administratives pour l'année 1968, 8 décembre 1967.

Etat A (bis) : crédits supplémentaires pour 1968, 8 décembre 1967.

Etat des indemnités pour travaux extraordinaires et supplémentaires, 30 décembre 1967.

Etat C : tableau de comparaison des crédits accordés en 1967 avec les crédits demandés en 1968.

Chapitre IV, matériel, dépenses ordinaires, 9 décembre 1967.

Chapitre IV, matériel, dépenses extraordinaires, 20 novembre 1967.

Approbation, par la Commission de surveillance, des dépenses administratives pour 1968, 8 décembre 1967.

Approbation, par le Ministre des Finances, de l'état des dépenses administratives pour 1968, 29 avril 1968.

1969 : Etat A : dépenses administratives pour l'année 1969, 13 décembre 1968.

Etat A (bis) : crédits supplémentaires pour 1969, 24 octobre 1969.

Etat C : tableau de comparaison des crédits accordés pour 1968 avec les crédits demandés en 1969.

Chapitre IV, matériel, dépenses ordinaires, 12 novembre 1968.

Chapitre V, crédits supplémentaires pour dépenses de mécanographie, 22 juillet 1968.

Approbation, par la Commission de surveillance, de l'état des dépenses administratives pour 1969, 13 décembre 1968.

Approbation, par le Ministre des Finances, de l'état des dépenses administratives pour 1969, 24 octobre 1969.

Approbation des états d'indemnités pour travaux extraordinaires et forfaitaires de fonction par R. LANCELLE, représentant le Ministre des Finances, 20 janvier 1970.

0101620059

1970 : Etat A : dépenses administratives pour l'année 1970, 19 décembre 1969.

Etat A (bis) : crédits supplémentaires pour 1970, 23 octobre 1970.

Etat C : tableau de comparaison des crédits accordés pour 1969 avec les crédits demandés en 1970.

Chapitre IV, matériel, dépenses ordinaires, 6 octobre 1969.

Chapitre V, matériel, dépenses extraordinaires, 6 octobre 1969.

Approbation, par la Commission de surveillance, de l'état des dépenses administratives pour 1970, 12 décembre 1969.

Approbation, par le Ministre des Finances, de l'Etat des dépenses administratives, 27 mars 1970.

1971 : Etat A : dépenses administratives pour l'année 1971, 11 décembre 1970.

Etat A (bis) : crédits supplémentaires pour 1971, 31 décembre 1970.

Etat C : tableau de comparaison des crédits accordés en 1970 avec les crédits demandés en 1971.

Approbation, par la Commission de surveillance, de l'état des dépenses administratives pour 1971, 11 décembre 1970.

Approbation, par le Ministre des Finances, de l'état des dépenses administratives, 9 mars 1971.

1972 : Etat A : dépenses administratives pour l'année 1972, 10 décembre 1971.

Etat A (bis) : crédits supplémentaires pour 1972, 31 décembre 1971.

Etat C : tableau de comparaison des crédits accordés en 1971 avec les crédits demandé en 1972.

Approbation, par la Commission de surveillance, de l'état des dépenses administratives pour 1972, 10 décembre 1971.

Approbation, par le Ministre des Finances, de l'état des dépenses administratives, 4 avril 1972.

0101620060

Prévisions budgétaires pour la Section centrale, 1961-1971.

Budget prévisionnel pour travaux, réorganisation des locaux : documentation, devis ; pour ameublement (meublerie de bureau, fichiers, machines à écrire, photocopieur, 1967-1970.

5. GESTION ADMINISTRATIVE DES PERSONNELS

0101620061

5.1 Dispositions prises dans la Fonction Publique

Contreseing en franchise : ordonnance royale autorisant l'usage de la franchise illimitée pour les lettres et paquets, 6 août 1817, 14 décembre 1925.

Dispositions générales : la correspondance des fonctionnaires relative au service de l'Etat est admise à circuler en franchise par la Poste, 1925.

5.2 Dispositions prises à la CDC

0101620062

5.2.1 Nominations

Mr DUTREMBLAY, Directeur Général de la Caisse des dépôts et consignations, de Mr DES FOUGERAIS, sous-directeur et de Mr GRAVIER, caissier : ordonnance royale, 29 mai 1816 [manuscrit Ministère des Finances non signé].

Mr MONSEIGNAT, sous-directeur de la Caisse d'Amortissement : décret du 29 novembre 1859 [copie de l'extrait Commission de Surveillance].

Mr GUILLEMOT, Directeur Général de la Caisse d'Amortissements est nommé Conseiller d'Etat en service ordinaire : décret impérial du 23 mars 1864 [copie].

Mr COUTURIER est nommé sous-directeur suite à l'organisation des Caisses d'Amortissement et des Dépôts et Consignations : décret impérial du 31 octobre 1866 [copie].

0101620063

Mr LABEYRIE, Directeur Général des Caisses d'Amortissement et des Dépôts et Consignations : décret du 27 mars 1888 [extrait JO].

Mr BORNOT, sous-directeur de la Direction des Caisses d'Amortissement et des Dépôts et Consignations : décret du 20 juillet 1907.

5.2.2 Dispositions réglementaires

Dispositions relatives aux congés et aux absences autorisées : extraits des délibérations de la Commission de Surveillance, 16 août 1816, 10 avril 1818, 9 septembre, 17 novembre 1823.

0101620064

Répartition de primes relatives à l'assiduité du personnel : arrêté du Directeur Général, 1840 [extrait Commission de Surveillance].

La griffe destinée à servir de contreseing sera confiée à MR DEDUY, employé attaché au secrétariat du Directeur Général : arrêté du Directeur Général, 9 décembre 1844 [extrait Commission de Surveillance].

A compter du 2 janvier 1847, une feuille de présence devra être signée, tous les matins avant 9h30 : note du Directeur Général, 31 décembre 1846.

0101620065

Monsieur GUILLEMOT prête serment en qualité de Directeur Général à la Commission de Surveillance, 14 novembre 1848 [extrait].

Les fonctionnaires et employés des Caisses d'Amortissement et des Dépôts et Consignations sont soumis aux prescriptions du décret du 4 avril 1848 relatif au paiement des salaires sur les fonds du budget de l'Etat [arrêté du Ministère des Finances, 12 avril 1848].

Paiement d'une indemnité de coiffure et de chaussures à chacun des agents de comptoir chargés du service extérieur [arrêté du Directeur Général, 10 décembre 1850].

0101620066

Fixation des traitements des agents de comptoir [1600F à 2600F], des commis principaux [3800F à 4000F], 1879.

0101620067

Allocation d'indemnités aux employés auxiliaires, renouvelables chaque mois [arrêté du Directeur Général, 1881].

0101620068

Ouverture des locaux de la Caisse des Dépôts : de 10 heures à 17 heures, 16 décembre 1889.

0101620069

Rémunération d'heures supplémentaires pour inventaire mobilier et immobilier : déblocage de fonds, 12 mars 1892.

0101620070

Service du matériel : règlement en matière de sécurité, d'entretien des bâtiments, d'achat de mobilier, 31 mars 1892.

Service du bureau central : dispositions relatives à l'organisation des archives, 24 avril 1894.

5. 3 Gestion des carrières

5.3.1 Promotions, recrutements, départs à la retraite

0101620071

Promotions, recrutements et départs à la retraite : liste récapitulative, 1884-1885.

0101620072

Promotions, recrutements et départs à la retraite : liste récapitulative (suite), 1886-1887.

0101620073

Promotions, recrutements et départs à la retraite : liste récapitulative (suite), 1889.

0101620074

Promotions, recrutements et départs à la retraite : liste récapitulative (suite), 1912.

0101620075

Promotions, recrutements et départs à la retraite : liste récapitulative (suite), 1913-1914.

0101620076

Promotions, recrutements et départs à la retraite : liste récapitulative (suite), 1915-1918.

0101620077

Promotions, recrutements : liste récapitulative, 1918-1920.

0101620078

Promotions, recrutements : liste récapitulative (suite), 1921.

0101620079

Promotions, recrutements : liste récapitulatives (suite), 1926.

0101620080

Promotions, recrutements : liste récapitulatives (suite), 1927.

0101620081

Promotions, recrutements : liste récapitulative (suite), 1928.

0101620082

Promotions, recrutements : liste récapitulative, (suite), 1929.

0101620083

Promotions, recrutements : liste récapitulative, (suite), 1930.

5.3.2 Ordres de service

0101620084

Ordres de service, 1931.

0101620085

Ordres de service (suite), 1932.

0101620086

Ordres de service (suite), 1936-1944.

0101620087

Ordres de service (suite), 1945-1953.

0101620088

Ordres de services (suite), 1954-1955.

0101620089-93

5.3.3 Gestion des carrières

1949 : tableau d'avancement, liste d'ancienneté par grade.

1950 : tableau d'avancement, liste d'ancienneté par grade, crédits militaires ; exécution de la loi du 3 avril 1950 relative aux transformations d'emplois et à la réforme de l'auxiliariat : arrêté, liste d'ancienneté par grade.

1951 : arrêté, intégration, reclassement d'agent, liste d'ancienneté par grade.

1952 : arrêté, ordre de service, tableau d'avancement, liste d'ancienneté par grade.

1953 : arrêté, ordre de service, liste d'ancienneté.

0101620094

Nominations, titularisations au poste d'agent de service : liste récapitulative, 1954-1965.

Ordres de service relatifs aux tableaux d'avancement, préparation aux concours : répertoire, 1966-1967.

0101620095

Ordres de services relatifs aux tableaux d'avancement (suite) : répertoire, 1968.

Nominations aux emplois de secrétaire technique et administratif : liste d'aptitude, 1969 ; titularisations, tableaux d'avancement, ordre de service : répertoire, 1969.

0101620096

- Recrutement à des postes comptables dans la Fonction publique

Application du décret n° 54-122 du 1^{er} février 1954 portant règlement d'administration publique pour la fixation du statut particulier du corps des trésoriers payeurs généraux, recrutement, 6 février 1954.

Candidatures aux emplois de trésorier payeur général, receveur particulier des Finances, percepteur : listes des candidats, 8 janvier, 29 décembre 1952, 1953-1954, 1955-1959.

Nominations aux postes de percepteur, trésorier payeur général, contrôleur des dépenses engagées, trésorier payeur colonial, 1952-1954.

0101620097

- Nominations à la CDC

Nominations aux postes de cadres de service (chef adjoint, chef du service intérieur, surveillant, huissier et agent de service) : liste récapitulative, 1958-1966.

Nominations aux postes d'adjoint administratif, chef de groupe : liste par ancienneté, 1962-1964.

Nomination en surnombre (admission à la retraite) aux postes d'adjoint administratif, chef de groupe : liste récapitulative, 1962-1966.

0101620098

- Législation

Décret n° 51.1405 du 5 décembre 1951 portant de 92 à 102 le nombre de fonctionnaires susceptibles d'être intégrés dans le corps des secrétaires administratifs de l'Etablissement ; recours devant le Tribunal Administratif de Paris, pourvoi n° 18.488, décision rendue par le Conseil d'Etat, 16 octobre 1957 ; notification par le Tribunal Administratif de Paris, 27 novembre 1959.

Recueil des arrêts du Conseil d'Etat, fonctionnaires, nominations, recours pour excès de pouvoir, qualité de l'exercer, 1918, 1925, 1927, 1936, 1948-1949.

0101620099

- Nominations (suite)

Chefs de section, postes à pourvoir : note d'étude, 16 mai 1967 ; avis des représentants du personnel : note, 29, 31 octobre 1968 ; CAP, séances : compte-rendu (9 juin 1967), (7 novembre 1968).

Chefs opérateurs, chefs opérateurs adjoints : note d'étude, 28 août 1968 ; avis des représentants du personnel : note, 14 octobre 1968 ; CAP, séance : compte-rendu, 14 octobre 1968.

Secrétaires techniques, avis des représentants du personnel ; CAP, séance : compte-rendu, 13 mars 1969.

Administrateurs civils 1^{ère} classe, CAP, séance : compte-rendu, 28 avril 1969.

Administrateurs civils hors classe (dans la Fonction publique) : note, tableau préparatoire, 1967-1968, 1970.

Administrateurs civils hors classe (CDC), propositions : tableau, 24 janvier 1970 ; CAP, séance : compte-rendu, 5 mars 1970.

0101620100

- Nominations (suite)

Chefs de groupe, accession à cet échelon : liste, 31 décembre 1967 ; tableau d'avancement, 9 mai 1968 ; CAP, séance : compte-rendu, 12 février 1969.

Cadres de service et ouvriers : liste, 20 décembre 1968 ; CAP, séance : compte-rendu, 5 juillet, 20 décembre 1968.

Agents de bureau, propositions : liste, 30 septembre 1968 ; CAP, séance : compte-rendu, 14 octobre 1968.

Chefs d'équipe, proposition : liste (sd) ; CAP, séance : compte-rendu, 4 septembre 1968.

Adjoints administratifs, CAP, séances : compte-rendu, 21 juin, 16 octobre 1968

Recrutements

Secrétaires administratifs (Tour extérieur), CAP, séance : compte-rendu, 27 novembre 1968.

Secrétaires techniques (Tour extérieur), CAP, séance : compte-rendu, 27 novembre 1968.

0101620101

- Nominations (suite)

Secrétaires techniques (classe exceptionnelle), CAP, séance : compte-rendu, 19 mai 1969.

Secrétaires administratifs (hors classe), CAP, séance : compte-rendu, 5 novembre 1969.

Attachés d'administration centrale (1^{ère} classe), CAP, séance : compte-rendu, 5 juin 1969.

Attachés principaux (2^{ème} classe), CAP, séance : compte-rendu, 27 novembre 1969.

Nomination au choix d'un attaché d'administration centrale : note, 19 décembre 1969.

Agents supérieurs (classe exceptionnelle), CAP, séance : compte-rendu, 21 novembre 1969.

Administrateurs civils (1^{ère} classe), CAP, séance : compte-rendu, 9 décembre 1969.

Administrateurs civils (Tour extérieur), candidatures, propositions par ordre de mérite : liste, tableau, 14 novembre 1969.

0101620102

- Nominations (suite)

Chefs de section, propositions : liste, février-mars 1965 ; CAP, séance : compte-rendu, 22 mai 1969.

Chefs de groupe, propositions : liste, 25 février 1969 ; CAP, séance : compte-rendu, 24 avril 1969.

Cadres de service, propositions : liste, 19 mars 1969 ; CAP, séance, 29 mai 1969 [pas de compte-rendu]

Cadres ouvriers, propositions : liste, 14 mai 1969 ; CAP, séance, 29 mai 1969 [pas de compte-rendu]

Opérateurs, propositions, 4 novembre 1969 [pas de CAP]

Maîtres ouvriers, propositions, 5 novembre 1969 [pas de CAP]

0101620103

- Nominations (suite)

Opérateurs, moniteurs de perforation, propositions : liste, 26 octobre 1970 [pas de CAP]

Chefs opérateurs, propositions, 30 septembre, 24 octobre 1970 [pas de CAP]
Maîtres ouvriers, propositions : liste, novembre 1969 ; CAP, séance : compte-rendu, 12 janvier 1970.
Cadres de service, propositions : liste, 1970 [pas de CAP]
Agents de bureau, propositions : liste, 14 septembre 1970.
Adjoints administratifs, propositions : liste, 7 février 1970 [pas de CAP] ; propositions : liste, 10 juin 1970 [pas de CAP]
Chefs de groupe, propositions : liste, mai 1970 ; CAP, séance : compte-rendu, 25 juin 1970.
Secrétaires techniques, chefs de section, propositions : liste, mars 1970 ; CAP, séance : compte-rendu, 28 avril 1970.

0101620104

- Nominations (suite)

Agents supérieurs, classe exceptionnelle, propositions : liste, 3 septembre 1970 ; CAP, séance : compte-rendu, 23 septembre 1970.
Secrétaires administratifs, propositions : liste, 20 octobre 1970 ; CAP, séance : compte-rendu, 17 novembre 1970.
Attachés d'administration centrale, propositions : liste, 27 août 1970 ; CAP, séance : compte-rendu, 27 novembre 1970.
Chefs de section, propositions : liste, février 1971 ; CAP, séance, 2 mars 1971 [pas de compte-rendu]
Secrétaires techniques (classe exceptionnelle), propositions : liste, mai 1970 [pas de CAP]
Secrétaires administratifs (classe exceptionnelle), propositions : liste, 24 juin 1970 [pas de CAP]

0101620105

- Nominations (suite)

Agents supérieurs, propositions : liste, 18 mai 1971 ; CAP, séance : compte-rendu, 14 juin 1971.

Attachés d'administration centrale (1^{ère} classe), propositions : liste, 28 janvier 1971 ; CAP, séance : compte-rendu, 1^{er} février 1971.

Secrétaires administratifs (hors classe), propositions : liste, janvier 1971 ; CAP, séance : compte-rendu, 25 février 1971.

Secrétaires techniques (classe exceptionnelle), propositions : liste, 20 avril 1971 [pas de CAP]

Secrétaires techniques (chef de section), propositions : liste, février 1971 ; CAP, séance : compte-rendu, 8 mars 1971.

Chefs de groupe, propositions : liste, 2, 15 février 1971 [pas de CAP]

Adjoints administratifs, propositions : liste, 8 avril, 5 mai 1971 [pas de CAP]

Agents de bureau, propositions : liste, 21 décembre 1971 [pas de CAP]

Cadres de service et ouvriers, propositions : liste, 24 mai 1971 [pas de CAP]

0101620106-110

6. CONCOURS

Diplômes extraits des dossiers des candidats aux concours externes, sd

6.1 Comité d'examen

Organisation d'un comité spécial d'examen : ordonnance du roi Louis-Philippe, 13 janvier 1847 ; désignation de ses membres : arrêté du Directeur Général, 8 février 1848.

Comité d'examen pour l'emploi de commis stagiaire, de rédacteur stagiaire, d'expéditionnaire (candidats militaires et civils), pour le passage du grade d'expéditionnaire à celui de commis principal, 1894-1929.

Comité d'examen chargé de faire subir les épreuves du concours pour l'emploi de rédacteur stagiaire [22 juin 1931] : sommes allouées aux membres, 6 août 1931 ; épreuves du concours pour l'emploi de dame stagiaire [27 mai 1932], 14 octobre 1932 ; épreuves du concours pour l'emploi de rédacteur stagiaire [13 juin 1932], 5 octobre 1932.

0101620111-115

6.2 Organisation et résultats

Concours administratif de commis ordinaire : registre 0, 22 février 1847-19 mars 1850 ; registre 1, 8 février 1847-16 mars 1867 ; registre 2, 13 février 1868-29 janvier 1889.

Concours administratif à l'emploi d'expéditionnaire stagiaire : extrait des délibérations, 4 juin 1889-4 mars 1894 ; à l'emploi de commis stagiaire et d'expéditionnaire : extrait des délibérations, 22 février 1847-19 mars 1850, 8 avril 1892-2 décembre 1901, 10 janvier 1902-22 décembre 1920.

Concours administratifs d'expéditionnaire stagiaire, de rédacteur stagiaire, de dame stagiaire : liste des candidats admis à concourir, liste des reçus par ordre de mérite, 1924-1932.

0101620116

7. SOCIETE MUTUALISTE

7.1 Société de secours mutuel : l'Espérance

Situation financière : bilan, 11 mars 1935, 20 octobre 1938 ; statuts et règlement intérieur, 1935 ; rapport moral, 25 avril 1945 ; assemblée générale : compte-rendu, 25 avril 1945.

7.2 Société mutualiste de la CDC

Opérations financières, 21 janvier 1947 ; rapport moral, 30 septembre 1947 ; statuts (sd) ; assemblée générale, modification des statuts, rapport moral, rapport financier (année 1945) : compte-rendu, 16 mars 1946, 20 novembre 1949, 29 juin 1950, 19 mai 1952, 15 juin 1953, 20 juin 1955, 11 juin 1956.

Amélioration des conditions de travail des agents : note, 22 décembre 1955 ; fonctionnement : note, 29 mai, 2 octobre 1947, 15 avril 1948.

Congrès national de la Mutualité française : compte-rendu, 18-23 mai 1948.

